



# Suivi de la situation économique en Auvergne-Rhône-Alpes

septembre 18



## L'activité progresse toujours, mais selon un rythme moins soutenu

La plus grande part des TPE-PME a bénéficié d'une progression du chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> semestre, mais la proportion est un peu moindre que pour le bilan 2017. Les difficultés de trésorerie se replient atteignant le niveau le plus bas depuis début 2012. Plus des 2/3 des entreprises se disent plutôt confiantes dans la situation économique générale, mais là encore, c'est un peu moins qu'en début d'année. C'est dans le tertiaire tourné vers les particuliers que le bilan apparaît le moins favorable, la plus grande part des entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires stable.

Les perspectives pour le 2<sup>e</sup> semestre sont assez similaires à celles du début d'année, c'est-à-dire favorablement orientées, avec la plus grande part des entreprises s'attendant à une stabilité de leur activité. Pour ces perspectives, on constate une convergence des différents secteurs d'activité : amélioration pour le tertiaire tourné vers les particuliers et optimisme plus mesuré pour le tertiaire orienté B to B. Le débouché international semble un peu moins porteur.

53 % des TPE-PME ont l'intention de recruter au 2<sup>e</sup> semestre, soit la poursuite d'un niveau élevé, notamment dans les PME de plus de 50 salariés, mais les TPE qui recrutent sont aussi de plus en plus nombreuses. L'effectif salarié des entreprises devrait globalement rester orienté à la hausse.

Dans ce contexte, il se confirme que les difficultés de recrutement sont le premier frein au développement de l'activité : 39 % des TPE-PME l'expriment. D'après les témoignages des entreprises, dans certains cas, ce n'est pas seulement un facteur de complexification mais bien un blocage à la croissance, voire une cause de réduction de la voilure.

L'investissement reste bien orienté, mais là aussi selon un rythme moins soutenu.

Globalement, les plus grosses PME présentent toujours des indicateurs plus favorables que les TPE.



## SOMMAIRE

L'ACTIVITE / Bilan .....	2
L'ACTIVITE / Perspectives .....	3
LA TRESORERIE .....	5
L'EMPLOI .....	5
L'INVESTISSEMENT .....	6

### LE CHIFFRE MARQUANT

Parmi les TPE-PME ayant déjà adapté leur organisation aux exigences du nouveau Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), pour 1/5 cela a nécessité des moyens importants (p.4).



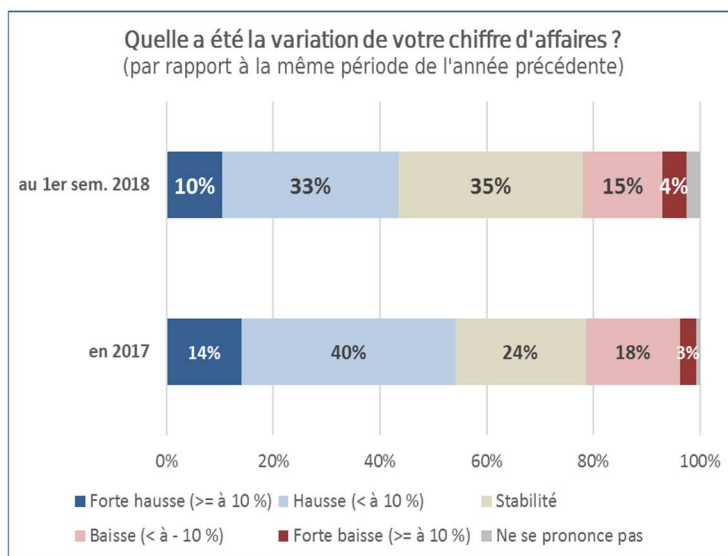
## L'ACTIVITÉ / Bilan

### Le bilan en termes de chiffre d'affaires reste haussier

En 2017, une majorité des TPE-PME de la région avait bénéficié d'une hausse de leur chiffre d'affaires. Cela ne s'est pas confirmé au 1<sup>er</sup> semestre 2018. Toutefois, avec **43 % des entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires plus important** qu'au 1<sup>er</sup> semestre 2017, la plus grande part des TPE-PME est bien dans une **situation de développement de son activité**. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » s'établit à + 24, soit - 9 points par rapport au bilan de l'année 2017.

Par rapport à ce bilan annuel, c'est la part des entreprises dont le chiffre d'affaires est stable qui gagne en importance (+ 11 points).

**Une entreprise sur dix a connu une progression soutenue de son chiffre d'affaires, supérieure à 10 %** (- 4 points par rapport au bilan 2017).



Le solde « part des entreprises à la hausse » - « part des entreprises à la baisse » est **le plus élevé dans l'industrie avec + 30**. Ce segment est aussi celui, avec les entreprises exportatrices, qui présente la plus importante part d'entreprises (respectivement 15 et 16 %) ayant enregistré une croissance du chiffre d'affaires supérieure à 10 %.

Le tertiaire orienté « B to B » a également été bien orienté avec un solde s'établissant à + 27, du fait notamment des **activités de commerce de gros et de services informatiques**. Le bilan est moins favorable pour le tertiaire supérieur hors informatique.

Le BTP présente également un solde à + 27, meilleur que pour l'ensemble de 2017.

Le bilan pour le tertiaire tourné principalement vers les particuliers, bien qu'également positif, est moins bien orienté. Pour ce segment d'activités, la **plus grande part des TPE-PME (39 %) a enregistré une stabilité du chiffre d'affaires**, 37 % des entreprises ayant bénéficié d'une hausse. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » s'établit à + 14.

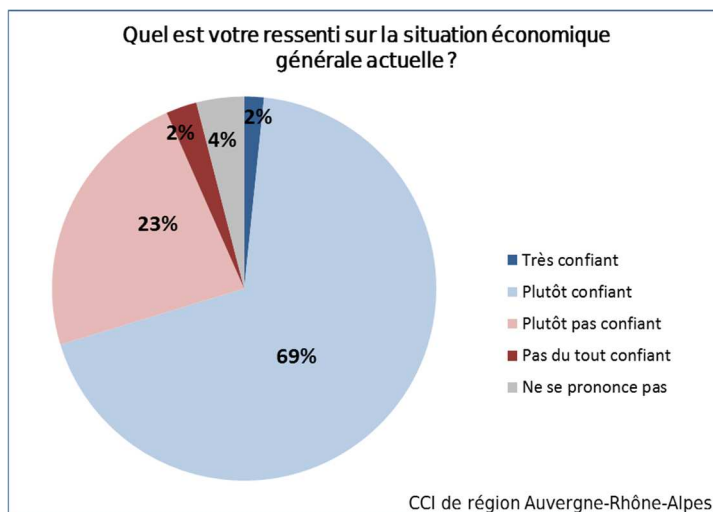
Parmi ce segment, c'est l'hôtellerie-restauration qui présente un bilan du 1<sup>er</sup> semestre 2018 en termes de chiffre d'affaires le moins bien orienté. Pour ces activités, le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » est même négatif, avec un tiers des entreprises faisant état d'une baisse de chiffre d'affaires sur un an. Dans leurs commentaires spontanés, des entreprises font état de l'impact négatif sur leur activité des grèves à la SNCF et à Air France. C'est le cas pour des activités touristiques mais pas seulement.

Globalement, c'est pour les **PME de 10 à 49 salariés que le bilan apparaît le plus favorable** (solde à + 35).

**Une large majorité de TPE-PME (69 %) reste plutôt confiante sur la situation économique générale**, et quelques-unes se disent très confiantes.

Après le net regain de confiance mesuré en janvier dernier, l'enquête de juillet 2018 marque néanmoins un recul. La **part des entreprises qui ne sont pas confiantes (25 %) gagne ainsi 7 points**, du fait d'un transfert d'entreprises qui se disaient confiantes ou qui ne se prononçaient pas en début d'année.

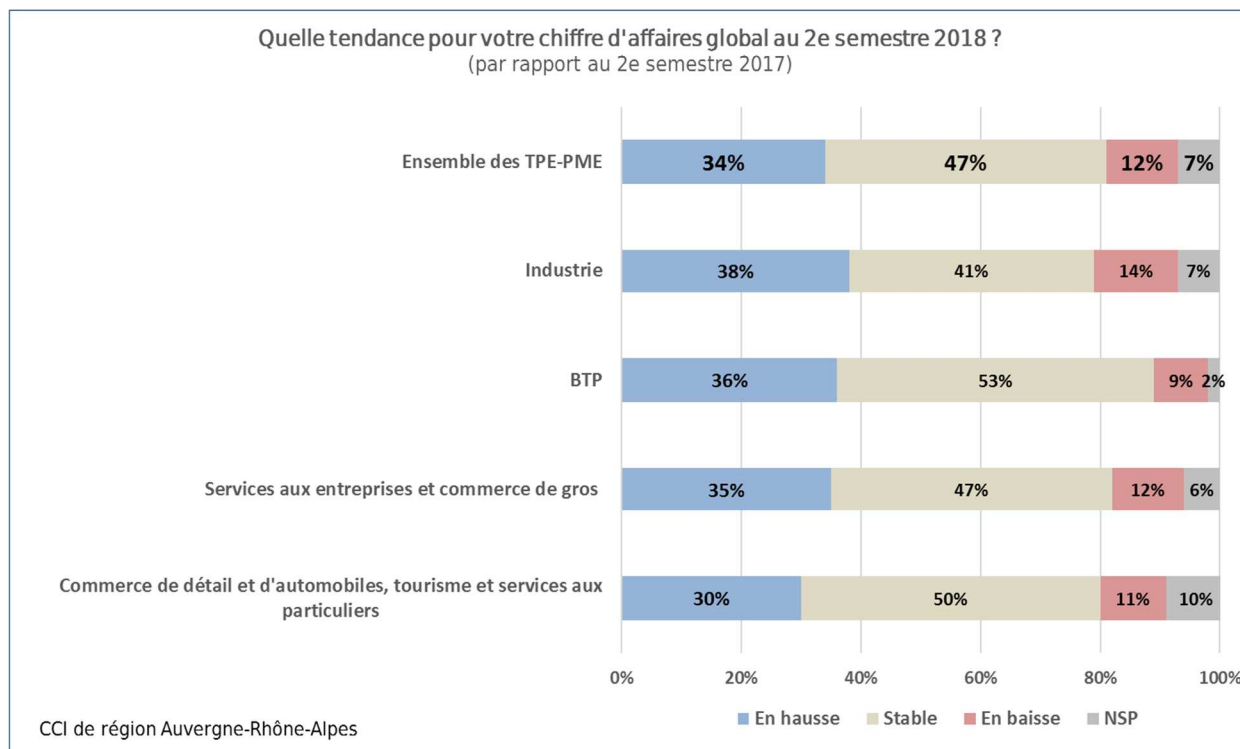
C'est dans le tertiaire tourné vers les particuliers que le manque de confiance est le plus fréquent : 34 % des TPE-PME, en progression de 11 points, notamment dans le commerce de détail. C'est aussi globalement le cas pour les TPE.





## L'ACTIVITÉ / Perspectives

### Des perspectives pour le 2<sup>e</sup> semestre dans la lignée de celles du premier



Globalement, les perspectives pour le 2<sup>e</sup> semestre perçues par les TPE-PME de la région sont similaires à celles formulées début 2018 pour le 1<sup>er</sup> semestre. Il faut souligner que ces nouvelles perspectives sont établies par rapport au 2<sup>e</sup> semestre 2017, période au cours de laquelle l'activité avait été particulièrement soutenue.

D'après leur carnet de commandes, les intentions d'achat ou la perception de leur marché, l'opinion la plus fréquente des chefs d'entreprise (47 %) est celle d'une stabilité du chiffre d'affaires par rapport à celui réalisé à la même période de l'année dernière. 34 % des entreprises prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires pour 12 % qui prévoient une baisse. **Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » s'inscrit ainsi à + 22, en recul de 2 points par rapport à janvier 2018.**

Pour ces perspectives, on constate plutôt une **convergence des différents secteurs d'activité**.

Le solde « part des entreprises à la hausse » - « part des entreprises à la baisse » s'établit ainsi à + 19 dans le tertiaire tourné vers les particuliers, en redressement de 8 points par rapport à janvier 2018, du fait d'une **amélioration des perspectives dans l'hébergement-restauration et le commerce de détail**. Le premier bilan de la saison touristique estivale dans la région semble étayer cette orientation.

Le solde s'établit à + 24 dans l'industrie, avec une augmentation de la part des entreprises qui ne se prononcent pas, et à + 27 dans le BTP (en progression de 6 points).

Pour le tertiaire orienté B to B, le solde s'établit à + 23, après un repli de 12 points, notamment du fait de l'évolution des perspectives pour le tertiaire supérieur.

Le levier auquel les entreprises font le plus fréquemment appel pour développer leur activité reste la **conquête de marchés en France** (37 % des TPE-PME), mais avec une fréquence de citations en recul de 6 points. Globalement, les différents leviers du développement de l'activité semblent moins fréquemment sollicités : - 7 points pour l'innovation et - 8 points pour la diversification. Avec la reprise de l'activité depuis quelques trimestres, les entreprises semblent logiquement plus tournées vers le traitement des commandes et marchés en cours.

A noter que le levier de la **conquête de marchés à l'international enregistre un nouveau recul**, cité par seulement 14 % de l'ensemble des TPE-PME (- 5 points par rapport à janvier). Pour les seules entreprises déjà exportatrices, il demeure par contre le levier plus fréquemment cité (55 % des TPE-PME), mais en recul de 9 points. Ces constats semblent confirmer un environnement international moins porteur du fait du ralentissement de la croissance sur certains marchés et des tensions et menaces commerciales pouvant dissuader de se positionner sur d'autres.



## L'ACTIVITÉ / Perspectives

### Les difficultés de recrutement toujours aussi sensibles

En juillet, 19 % des TPE-PME disaient ne rencontrer aucun frein à leur développement, soit une part en repli de deux points par rapport à janvier. Cette part demeure toutefois à un niveau nettement supérieur à celui de début 2017.

Alors que plus de la moitié des TPE-PME auront au moins une embauche à effectuer au cours du semestre, les difficultés rencontrées par les entreprises pour recruter leur personnel demeurent le frein le plus important. La citation de ce frein avait fait un bond de 12 points début 2018. Elle **gagne encore un point à 39 % en juillet**.

Pour certaines entreprises, le problème n'est pas seulement que le recrutement soit plus compliqué qu'il pourrait l'être, nécessitant des moyens ou des délais plus importants qu'attendus. Il s'avère comme un **frein direct à l'activité**, pouvant empêcher des développements ou même contraindre à réduire la « voilure » (cf. verbatims ci-dessous). Cette situation se retrouve notamment dans le transport ou la restauration, mais d'autres activités sont touchées.

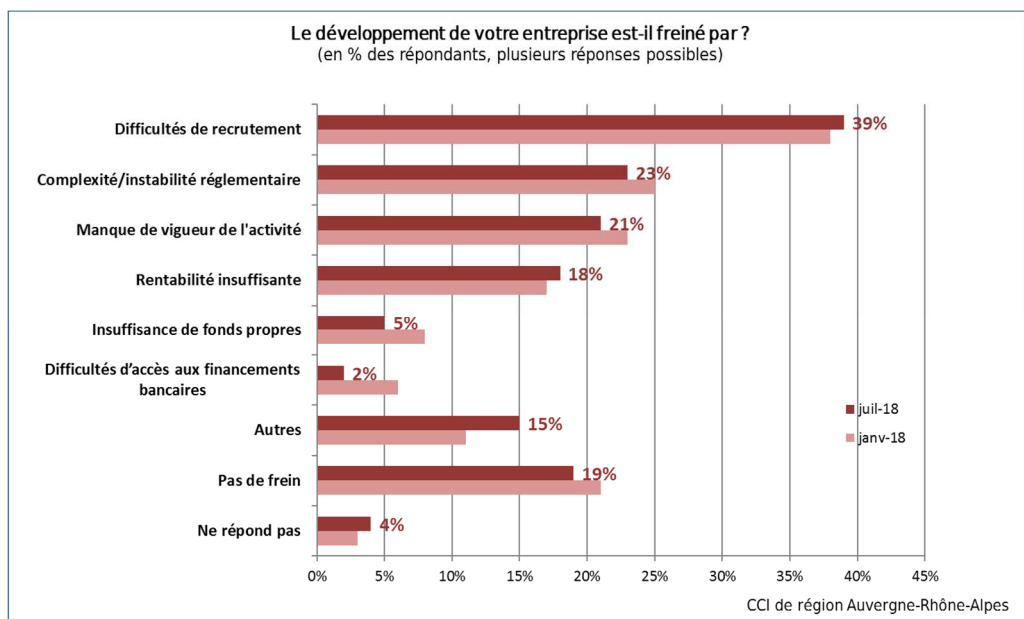
Par rapport à l'enquête de janvier, on ne note pas de changement dans la hiérarchisation des freins. Tous sont un peu moins cités, sauf les difficultés de recrutement, comme cela a été signalé, et l'**insuffisance de rentabilité**. Concernant ce frein, dans leurs éventuels commentaires, des entreprises de la construction soulignent toujours la pression sur les marges liées aux marchés publics et aux différences dans les conditions d'exercice de l'activité. D'autres entreprises pointent le renchérissement du coût des produits pétroliers.

Concernant la complexité/instabilité réglementaire, certaines entreprises ont exprimé en commentaire libre leur inquiétude quant à l'impact, pour leur organisation, du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.

L'enquête de juillet a permis d'interroger les entreprises sur la **mise en œuvre du nouveau Règlement européen sur la protection des données (RGPD)**.

Pour **43 % des TPE-PME, l'adaptation de leur organisation aux nouvelles règles reste à effectuer**, ce qui illustre la difficulté que peuvent rencontrer les petites entreprises pour intégrer les changements législatifs. 21 % des TPE-PME disent ne pas être concernées.

Parmi les entreprises qui ont adapté leur organisation, **une sur cinq a dû mobiliser des moyens importants** : prestations juridiques, dépenses de logiciels, recueil du consentement...



#### Illustrations des difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises

« Dans une entreprise comme la nôtre, où la main d'œuvre est prépondérante, comme il est quasiment impossible de trouver des candidats, nous sommes contraints de réduire notre activité faute de bras ». PME du transport/logistique, Ain.

« Nous sommes en plein croissance mais nous sommes vraiment beaucoup freinés par le manque de candidats pour le recrutement de chauffeurs poids lourds. La situation est dramatique... ». TPE du transport, Isère.

« Grosses difficultés pour recruter du personnel ambulancier. Nos tarifs de prestataires sont gelés depuis 2014 et le personnel ne supporte plus les contraintes de la profession. » PME, Haute-Savoie.

« Le manque de techniciens bac+2/3 débutants ou expérimentés freine cruellement la croissance de l'entreprise... », TPE en Ingénierie, Rhône.



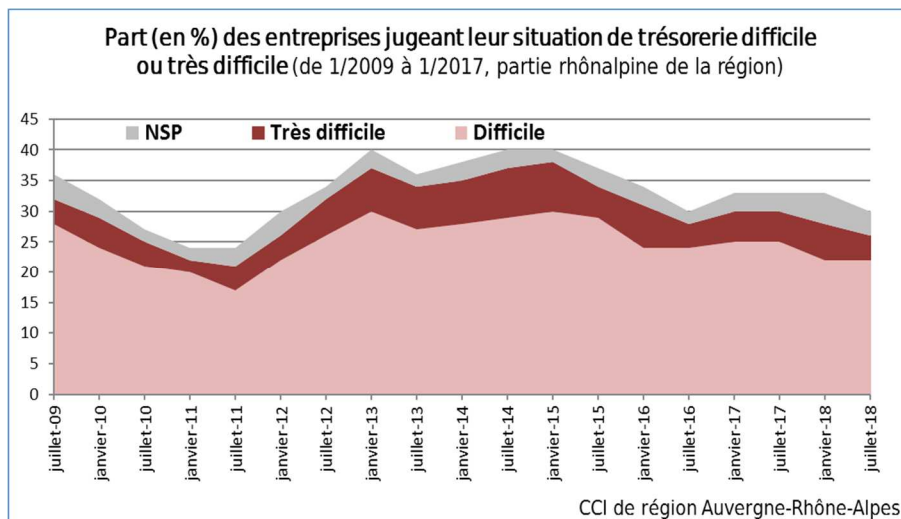
## TRÉSORERIE

Le niveau des difficultés de trésorerie enregistre un **nouveau repli** : 26 % des entreprises déclaraient en juillet être dans une situation de trésorerie difficile ou très difficile (- 2 points par rapport à janvier). C'est le **plus bas niveau mesuré depuis début 2012** (à l'époque sur la partie rhônalpine de la région uniquement).

C'est toujours dans le BTP et le tertiaire tourné vers les particuliers que le niveau des difficultés est plus élevé, au-delà de 30 % des entreprises. Mais c'est dans ces secteurs que le repli est enregistré : - 13 points dans le BTP, - 8 points dans le commerce de détail.

Le tertiaire supérieur connaît par contre une hausse : + 9 points à 27 %.

Les difficultés de trésorerie ne semblent pas particulièrement liées à une intensification de l'activité. 21 % des entreprises ayant bénéficié d'une hausse de chiffre d'affaires disent ainsi avoir des difficultés de trésorerie, soit 5 points de moins que la moyenne.



## L'EMPLOI

Les recrutements devraient encore être plus fréquents au cours du 2<sup>e</sup> semestre : 53 % des TPE-PME disent prévoir de recruter un ou des collaborateurs au cours de cette période (+ 3 points par rapport à janvier).

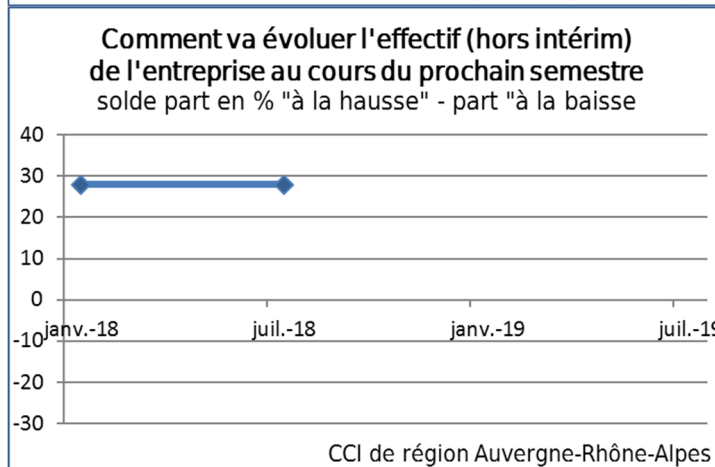
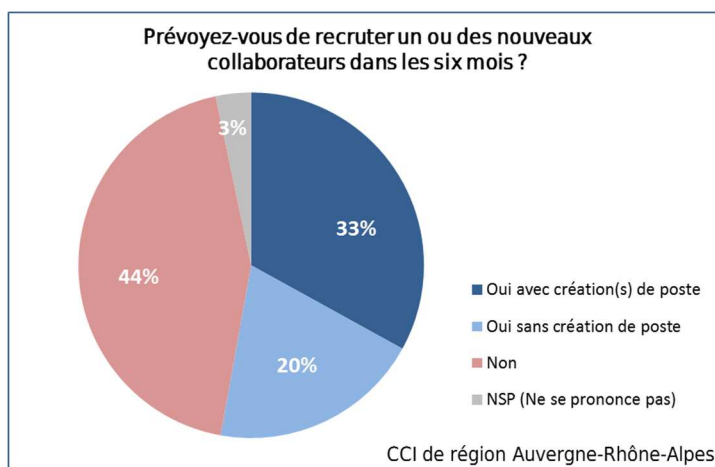
Pour un tiers de l'ensemble des entreprises, il devrait y avoir un ou des recrutements avec création de postes. Ces créations portent sur une grande diversité de métiers et fonctions.

La part des entreprises prévoyant des recrutements est particulièrement élevée et en progression dans le transport/logistique et les services informatiques. Globalement, elle **reste la plus élevée pour les PME de 50 salariés et plus (73 % des entreprises)**. La part est de 37 % pour les TPE, mais elle est en progression sensible (+ 9 points). Cette tendance est notamment enregistrée dans le commerce de détail (+ 14 points).

Le solde entre la part des entreprises prévoyant une hausse de leur effectif et la part de celles qui prévoient une baisse est stable à + 28, se maintenant ainsi à un niveau élevé. Si la part des entreprises dont l'effectif est en hausse (un tiers) gagne quelques points, c'est aussi le cas pour celles qui prévoient une baisse.

C'est dans l'industrie et le tertiaire tourné vers les entreprises que ce solde est le plus élevé : + 33 et + 32, avec dans les deux cas un léger repli. Dans le tertiaire tourné vers les particuliers, il s'établit à + 19, mais en progression de 3 points.

Plus la taille de la PME est importante, plus le solde est élevé : + 38 pour les plus de 50 salariés et + 21 pour les TPE.





## L'INVESTISSEMENT

### Des perspectives un peu moins soutenues

Au 1<sup>er</sup> semestre, les TPE-PME ayant investi ont été un peu moins nombreuses qu'au 2<sup>e</sup> semestre 2017 : 58 % contre 63 %.

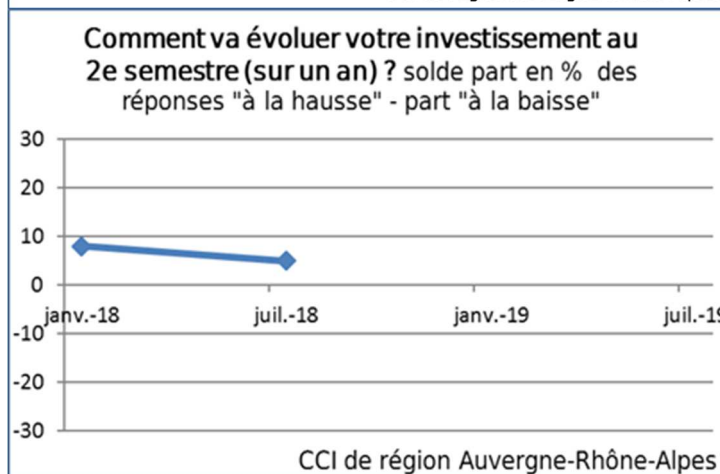
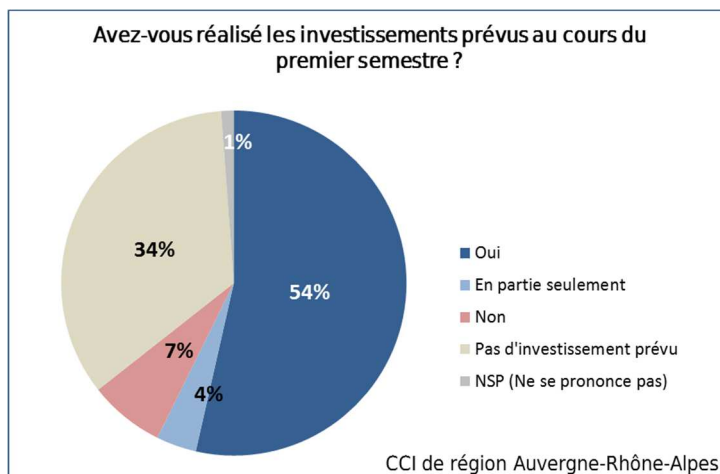
**La part des entreprises ayant dû renoncer en tout ou partie aux investissements prévus n'augmente pas ; elle se replie même de trois points à 11 % seulement.**

Pour les entreprises dans ce cas, il n'y a pas de motif dominant à ces réductions ou annulations de programmes d'investissement : pour un nombre équivalent d'entreprises, il peut s'agir de contraintes financières non prévues, d'un manque de visibilité sur l'activité future ou de difficultés techniques. Si 17 % des TPE ont été dans cette situation, cela a été le cas de 5 % seulement des PME de 50 salariés et plus.

Pour le 2<sup>e</sup> semestre, une majorité d'entreprises (56 %) prévoit une stabilité de l'investissement sur un an. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » s'établit à +5. Il est donc **positif mais en repli de 3 points par rapport à janvier**.

C'est dans le transport/logistique et le tertiaire supérieur que le solde est le plus favorable : au-delà de 10 points. Pour le tertiaire supérieur, malgré des perspectives d'activité un peu moins favorables, les investissements devraient ainsi progresser à un bon rythme. Il est vrai que le secteur est celui qui déclare le plus de projets annulés ou réduits au 1<sup>er</sup> semestre.

L'investissement prévu au 2<sup>e</sup> semestre est nettement **mieux orienté pour les PME de plus de 50 salariés** que pour les autres. Le solde s'établit pour elles à +14 contre +4 pour les 10-49 salariés et +2 pour les TPE.



## MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés sont issus d'une enquête réalisée en juillet 2018 par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes auprès d'un panel d'entreprises représentatives du tissu régional de TPE-PME de l'industrie, du BTP, du commerce et des services. 424 réponses ont été exploitées. Le traitement et l'analyse des réponses sont effectués par la direction Etudes et Information Economique de la CCI de région.

Cette analyse de la conjoncture régionale pour les TPE-PME est possible grâce à la participation volontaire d'entreprises aux enquêtes semestrielles. Si votre entreprise est disposée à contribuer à ces enquêtes, pour donner votre perception du climat des affaires et exprimer les attentes des entreprises, nous vous remercions de contacter :

T. 04 72 11 43 53 - [p.berat@auvergne-rhone-alpes.cci.fr](mailto:p.berat@auvergne-rhone-alpes.cci.fr)



Retrouvez toute l'information économique des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes sur :

[www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr)

/rubrique Economie et Territoire